



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

N° UCANSS_25/PA/31

**RÉALISATION DE PRESTATIONS D'ÉVALUATION POUR LES
CANDIDATS À LA LISTE D'APTITUDE DU RÉGIME GÉNÉRAL ET
DES REGIMES SPÉCIAUX ET À LA LISTE D'APTITUDE DU RÉGIME
AGRICOLE**

ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET DISPOSITIF JURIDIQUE

1.1 Objet

Le présent accord-cadre a pour objet l'évaluation des candidats demandant leur inscription sur la Liste d'aptitude et qui sont destinés à des fonctions d'agent de direction et de directeur des organismes de Sécurité Sociale du Régime Général (RG), de certains régimes spéciaux et du Régime Agricole (RA), à l'exception de quelques organismes (Caisses nationales, établissements publics, ARS...).

1.2 Forme

En application de l'article L. 2113-11-2 du Code de la commande publique, les prestations n'étant pas distinctes et ayant une cohérence en termes de projet, celles-ci ne sont pas alloties.

- Faible volume
- Pas de contrainte géographique car le distanciel est présent
- Le découpage des prestations ne s'y prête pas
- Cohérence et homogénéité des évaluations

En application de l'article L 2125-1 du Code de la commande publique, la technique d'achat choisie est l'accord cadre.

L'accord-cadre est mono-attributaire et à bons de commande au sens des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code la commande publique.

Il est conclu avec un montant maximum de 139 000 € HT sur sa durée globale (reconductions comprises), conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique. Le montant estimatif de l'accord-cadre est fixé à 115 830 € HT sur la durée totale du marché (reconductions comprises).

1.3 Fonctionnement du dispositif juridique

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L. 2123-1-1° et R. 2123-1-1° du Code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, de l'article L. 2113-2 et suivants du Code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale, l'UCANSS, centrale d'achats au sens du code susvisé conclut cet accord-cadre pour le compte :

1 – d'une part des Caisses nationales du régime général : la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM), la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF), la Caisse Nationale des Allocations Vieillesse (CNAV), l'Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales Caisse Nationale (URSSAF CN et pour différents régimes spéciaux de la Sécurité sociale :

- la Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les mines et les Caisses Régionales de Sécurité Sociale dans les mines
- la Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes (CAVIMAC)
- la Caisse de Prévoyance et de Retraite du personnel ferroviaire (CPR) ;

- la Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires (CRPCEN)
- la Caisse d'Assurance Maladie des Industries Electriques et Gazières (CAMIEG) et la Caisse Nationale des Industries Electriques et Gazières (CNIEG)
- la Sécurité Sociale des Artistes-Auteurs
- la Caisse de retraite du personnel de la RATP

2 – d'autre part, la Mutualité Sociale Agricole (MSA), pour les emplois d'agent de direction du Régime Agricole.

L'accord-cadre mono attributaire permet :

- de sélectionner un titulaire unique de l'accord-cadre pour la réalisation de prestations d'évaluation pour les candidats à la liste d'aptitude du Régime Général, et des régimes spéciaux d'une part et à la liste d'aptitude du régime agricole d'autre part.
- aux secrétariats des listes d'aptitude de l'UCANSS et de la MSA, organismes bénéficiaires de l'accord-cadre de notifier leurs bons de commandes directement au Titulaire de l'accord-cadre en fonction de leurs besoins. Le secrétariat de la liste d'aptitude de l'UCANSS notifie les bons de commande visant à l'évaluation des candidats à la liste d'aptitude du Régime Général et des régimes spéciaux. Le secrétariat de la liste d'aptitude de la MSA prendra en charge l'évaluation des candidats à la liste d'aptitude du régime agricole.

ARTICLE 2 : DURÉE

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de deux ans fermes an à compter de sa notification matérialisée par la date de réception électronique de l'accord-cadre adressé au Titulaire.

À compter de la date de notification de l'accord-cadre, chaque secrétariat de liste d'aptitude pourra émettre des bons de commande auprès du titulaire.

Les bons de commande ne pourront être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, conformément à l'article R 2162-5 du Code de la commande publique.

Aucun bon de commande ne pourra être envoyé après la date d'expiration de l'accord-cadre.

La durée d'exécution maximale des bons de commande ne pourra excéder de trois mois la date de fin d'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 3 : PARTIES CONTRACTANTES

3.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est :

**UCANSS
6, rue Elsa Triolet
93100 MONTREUIL**

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice de l'UCANSS, Madame Isabelle BERTIN, et en son absence ou empêchement, le directeur délégué, Monsieur Jean-Charles GILLET.

3.2 Définitions

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

- « Accord-cadre mono-attributaire » : contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et un opérateur économique, ayant pour objet d'établir les termes régissant les bons de commande à passer au cours d'une période donnée ;
- « le titulaire » : l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'UCANSS.

ARTICLE 4 : PIÈCES CONTRACTUELLES

L'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Pièces particulières :
 - l'ATTR1 (formulaire d'acte d'engagement) ;
 - le Tableau d'Offre de Prix (T.O.P.) ;
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) et ses deux annexes (Annexe 1 : données facturées par les fournisseurs ; annexe 2 : protocole frais de déplacement) accepté sans condition, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes, accepté sans condition, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
 - l'offre technique du titulaire.
- Pièces générales :
 - le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.- P.I.) issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

Les dérogations au C.C.A.G.-P.I., sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 : MISE EN PLACE ET MODALITES D'EXECUTION

5.1 Mise en place

Après la notification de l'Accord cadre, une réunion de lancement aura lieu avec le Titulaire afin de rappeler les modalités de réalisation des prestations attendues.

5.2 Prestations attendues

Les prestations attendues et les livrables associés de la part du Titulaire sont visés au point 3 du CCTP de l'accord-cadre.

Les prestations attendues sont :

- d'organiser la prestation du point de vue logistique ;
- de mener des entretiens approfondis avec les candidats sur leurs motivations et compétences basés sur la grille d'évaluation de la Sécurité Sociale ;
- de fournir un compte rendu détaillé aidant à la prise de décision des membres de la commission ;
- de réaliser une restitution à chaud aux candidats avec les axes forts et ceux à améliorer ;
- de réaliser un « reporting » mensuel auprès de chaque secrétariat de la liste d'aptitude émetteurs des bons de commande ;
- de réaliser un bilan annuel des évaluations réalisées sur une année N en mars de l'année N+1 ;
- de réaliser la mise à jour des exercices proposés dans le cadre de l'évaluation des candidats.

5.3 Lieu d'exécution

Les rendez-vous avec les candidats se dérouleront par voie de visio-conférence. Néanmoins certains entretiens pourront avoir lieu dans les locaux du prestataire lorsque ceux-ci se situent à Paris ou à proximité immédiate, et qu'ils sont aisément accessibles par les transports en commun.

Les rendez-vous pourraient également être décentralisés en province si le prestataire dispose de locaux.

En tout état de cause, l'organisation des entretiens doit garantir la confidentialité des candidats.

5.4 Modalités d'exécution des bons de commande

Les prestations s'exécutent par l'émission de bons de commandes réalisée dans les conditions visées au CCTP.

5.4.1. Les évaluations des candidats

Les bons de commande seront émis :

- par le Secrétariat de la liste d'aptitude de l'UCANSS pour les candidats à la liste d'aptitude du Régime Général et des régimes spéciaux :

UCANSS
Secrétariat de la Liste d'aptitude
Immeuble Le Digital
6, rue Elsa Triolet
93100 MONTREUIL

Mail : listeaptitude@ucanss.fr
Tél : 01 45 38 83 70

- par le Bureau des organismes de protection sociale agricole du Ministère chargé de l'agriculture pour les candidats à la liste d'aptitude du Régime Agricole :

Ministère chargé de l'agriculture
Bureau des organismes de protection sociale agricole
Secrétariat de la liste d'aptitude
78, rue de Varenne
75349 PARIS

Mail : : liste-aptitudeAD-msa@agriculture.gouv.fr

A partir d'avril de l'année N, les secrétariats des listes d'aptitude adressent le bon de commande au centre d'évaluation.

A réception des éléments transmis par les secrétariats et dans un délai maximum de 20 jours ouvrés, le centre d'évaluation est chargé d'adresser la convocation aux candidats, en vue de leur évaluation, celle-ci se déroulant par visio-conférence ou dans les locaux du centre d'évaluation. Les rendez-vous pour procéder à l'évaluation sont à positionner sur la période de mai à septembre de l'année N.

Chaque fin de mois, dans un délai maximum de 30 jours à compter du rendez-vous avec le candidat, sous forme dématérialisée en format word, suite au bon de commande établi par les secrétariats des listes d'aptitude, le centre d'évaluation transmettra les synthèses et les comptes rendus des candidats évalués. La date limite de transmission des évaluations est fixée au 30 septembre de l'année N.

Chaque bon de commande précisera :

- la référence du marché ;
- la date de notification du bon de commande ;
- le numéro de la commande ;
- les prestations attendues du Titulaire ;
- le nombre de candidats à évaluer ;
- la date de remise des évaluations détaillées ;
- le nombre de reportings hebdomadaires à réaliser ;
- le montant HT et TTC de la commande.

Chaque bon de commande sera accompagné de la liste des candidats à évaluer pour le compte du secrétariat concerné ainsi que leurs dossiers d'inscription.

5.4.2. Le bilan annuel de fonctionnement du centre d'évaluation

Chaque année, le Titulaire réalisera un bilan annuel des évaluations réalisées sur une année N en mars de l'année N+1 (à la date précisée dans chaque bon de commande).

Cette prestation fera l'objet d'un bon de commande du Secrétariat de la liste d'aptitude concernée. Ce bon de commande précisera :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la date de notification du bon de commande ;
- le numéro de la commande ;
- la prestation à réaliser ;
- la date de remise du bilan annuel ;
- le montant HT et TTC de la commande.

5.4.3. La mise à jour des exercices proposés dans le cadre de l'évaluation des candidats

Suite à la présentation du bilan annuel de fonctionnement du centre d'évaluation, il pourra être demandé au Titulaire d'effectuer la mise à jour des exercices proposés dans le cadre de l'évaluation des candidats.

Cette prestation fera l'objet d'un bon de commande du Secrétariat de la liste d'aptitude concernée.

Ce bon de commande précisera :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la date de notification du bon de commande ;
- le numéro de la commande ;
- la prestation à réaliser ;
- la date de remise de la mise à jour des exercices ;
- le montant HT et TTC de la commande.

5.5 Délai d'exécution visé dans les bons de commande

Aucun bon de commande ne pourra plus être émis au-delà de la date d'échéance de l'accord-cadre.

La durée d'exécution des bons de commande ne pourra excéder de plus de trois mois la date d'échéance de l'accord-cadre.

L'organisme pourra accorder une prolongation du délai d'exécution au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels initiaux.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le Titulaire doit, par courrier recommandé avec avis de réception, informer l'organisme des causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de cinq jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

L'organisme notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai maximum de quatre jours à compter de la réception de la demande, sous réserve que le marché n'arrive pas à échéance avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Le délai ainsi prolongé a, pour l'application de la prestation, les mêmes effets que le délai contractuel.

5.6 Forme des livrables

Le Titulaire devra remettre tous les livrables susceptibles de lui être demandés en français et sous format visé au CCTP.

5.7 Remplacement d'intervenant

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser le secrétariat de la liste d'aptitude concernée et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le prestataire veillera à anticiper l'éventuelle absence d'un collaborateur.

Tout changement ne pourra se faire que par un intervenant d'expérience et de compétence au moins équivalentes et avec accord exprès du secrétariat de la liste d'aptitude concerné.

5.8 Statut du personnel du titulaire

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent accord-cadre.

Il est expressément entendu que les agents du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur le site de l'organisme.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

Le titulaire est tenu au respect des règles d'hygiène et de sécurité ainsi qu'à l'information complète de son personnel concernant lesdites normes visées dans le règlement intérieur applicable dans les locaux de l'organisme.

Le personnel du titulaire devra se conformer aux horaires en vigueur sur les sites de l'organisme.

ARTICLE 6 : VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

6.1 Opérations de vérification et de réception des prestations

A la date visée dans chaque bon de commande, le Titulaire remettra au secrétariat de la liste d'aptitude concernée (UCANSS et Ministère chargé de l'agriculture), les livrables qui y sont définis pour validation.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du C.C.A.G.-P.I., chaque secrétariat dispose d'un délai de 5 jours pour procéder aux vérifications des prestations attendues et notifier sa décision quant à leur réception.

Par dérogation aux dispositions de l'article 29.2.1 du C.C.A.G.-P.I., les délais impartis au Titulaire sont de 5 jours.

La vérification de chaque bon de commande donnera lieu à l'émission d'un procès-verbal de réception.

La validation emporte transfert de propriété de l'ensemble des travaux rendus.

6.2 Vérification périodique de l'exécution des prestations

Durant les périodes d'évaluation des candidats visées au point 3 du CCTP, le Titulaire de l'accord-cadre effectuera un reporting mensuel des évaluations réalisées au moyen de points et rapports intermédiaires conformément aux stipulations du CCTP auprès de chacun des secrétariats de la liste d'aptitude concernée.

ARTICLE 7 : LES PRIX

7.1 Contenu des prix

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires et forfaitaires précisés dans le Tableau d'offre de prix, annexe 1 à l'ATTR11 (acte d'engagement).

7.2 Révision des prix

Les prix conclus durant la première année de l'accord-cadre sont fermes.

A la date anniversaire de l'accord-cadre, la révision des prix sera appliquée par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant la révision.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois M0 : mois de signature du marché.

Les prix mentionnés sont révisibles chaque année. Cette révision s'effectuera à la date anniversaire du marché par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = Po * (0,35 + 0,65 \frac{Sy}{Syo})$$

P : prix révisé

Po : prix initial indiqué au tableau d'offre de prix annexé à l'accord-cadre et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (mois de la ~~remise des offres~~ signature du marché).

Sy : dernier indice SYNTEC publié à la date de révision des prix (<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>).

Syo : dernier indice SYNTEC publié à la date de la signature du marché (<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>).

Pour le coefficient de la formule de variation, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Dès que la valeur de l'indice est publiée, l'Ucanss procède à l'application de la formule paramétrique de révision en prenant en compte le dernier indice connu au moment de la révision et transmet le calcul des prix révisés au titulaire pour validation. Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

La révision se fera à la hausse comme à la baisse.

Dans le cas où l'indice ci-dessus viendraient à cesser, les deux parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre.

Les prix rémunèrent l'intégralité des prestations et obligations du Titulaire.

7.3 Frais de déplacement

Dans le cas où les prestations devraient se dérouler en présentiel et impliquerait des frais de déplacement de la part des intervenants. Ceux-ci seront pris en charge sur justificatif dans les conditions prévues au protocole d'accord du 23 juillet 2015 relatif aux frais de déplacement des salariés des organismes du Régime général de Sécurité sociale.

Frais de transport

Les frais de transport par voie ferroviaire sont pris en charge sur la base du tarif 2^e classe.

Les frais de transport par voie aérienne sont pris en charge sur la base de la classe la plus économique.

Indemnité forfaitaire de frais de repas

Le montant de l'indemnité forfaitaire de frais de repas est fixé à 29,50 €.

Les limites de remboursement des frais de découcher sont fixées, à date et sous réserve d'actualisation des montants, à :

- 149,86 € par nuitée pour un découcher en zone 1 (Paris intra-muros) ;
- 136,25 € par nuitée pour un découcher en zone 2 (Départements d'outre-mer et départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) ;
- 115,80 € par nuitée pour un découcher en zone 3 (destination autre que les départements correspondant aux zones 1 et 2).

Par ailleurs, le texte prévoit qu'en l'absence de présentation de pièces justificatives, le remboursement s'effectue sur une base forfaitaire, dont le montant correspond au double de celui de l'indemnité forfaitaire de frais de repas. Cette indemnité est donc portée à 59 €.

Ces données sont présentées à titre indicatif et peuvent évoluer.

En cas de force majeure, ou de circonstances exceptionnelles, telles que les grèves des transports, le Titulaire sera autorisé à se déplacer en véhicule personnel et sera remboursé sur la base d'indemnités kilométriques.

En application de l'article 7 du protocole d'accord du 23 juillet 2015 précité, les montants des indemnités kilométriques remboursées sont fixés à :

Indemnités kilométriques jusqu'à 10 000 km :
5 CV fiscaux et moins : 0,77 € / km
6 CV fiscaux et plus : 0,89 € / km

Les tickets de métro, bus, RER, tramway, resteront à la charge du Titulaire.

7.4 Clause de sauvegarde

L'UCANSS se réserve le droit de résilier unilatéralement et sans indemnité le marché à la date d'application des nouveaux tarifs lorsque l'augmentation est supérieure à 6% sur l'année N-1.

ARTICLE 8 : FACTURATION ET PAIEMENT

8.1 Facturation

Les factures afférentes au paiement seront établies par le Titulaire en un original et un duplicata.

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- le nom et adresse du Titulaire ;
- le nom du secrétariat de la liste d'aptitude commanditaire ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- l'intitulé précis des prestations réalisées et des livrables associés ;
- la date de réalisation des prestations
- le montant H.T. et TTC des prestations ;
- la date de facturation.

Régime général et régimes spéciaux

Les factures afférentes à l'évaluation des candidats à la liste d'aptitude du régime du régime général et des régimes spéciaux seront adressées à l'UCANSS.

UCANSS
Service des Ressources Budgétaires (SRB)
Immeuble le Digital
6 rue Elsa Triolet
93 100 Montreuil

L'UCANSS prendra en charge l'évaluation de l'ensemble des candidats à la liste d'aptitude du régime général et des régimes spéciaux sur toute la durée de l'accord cadre. Le directeur comptable et financier est celui de l'UCANSS.

Régime agricole

Les factures afférentes à l'évaluation des candidats à la liste d'aptitude du régime agricole seront adressées au Ministère chargé de l'agriculture.

Ministère chargé de l'agriculture
Bureau des organismes de protection sociale agricole
Secrétariat de la liste d'aptitude
78, rue de Varenne

Le Ministère chargé de l'agriculture prendra en charge l'évaluation des candidats à la liste d'aptitude du régime agricole sur toute la durée de l'accord cadre. Le Directeur comptable et financier est celui du Ministère chargé de l'agriculture.

Cas des doubles évaluations Classe A (rég. Agricole) classe L1 (régime général)

Dans le cas particulier de candidats faisant l'objet d'une double évaluation entre le Régime agricole et le Régime Général, le Titulaire facturera 50% du prix à chacun des deux régimes concernés.

Pour l'ensemble des régimes, s'il est fait le choix de Chorus Pro, le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :
 - Déposer ses factures sur le portail ;
 - Saisir directement ses factures.

2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3. Mode EDI (Échange de données informatisées).

Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références de l'accord-cadre, du bon de commande et le numéro SIRET de l'organisme bénéficiaire, émetteur du bon de commande.

8.2 Délai de Paiement

Conformément à l'article L 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la

Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En application de l'article R 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur comptable et financier de l'UCANSS ou du Ministère chargé de l'agriculture destinataire des factures.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1).

ARTICLE 9 : RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 10 : PENALITES DE RETARD

10.1. Généralités

L'application de pénalités est notifiée par l'organisme commanditaire au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision, et ce sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont réglées par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre de l'exécution des prestations ou par ordre de recette émis par l'organisme commanditaire.

Le décompte des pénalités est notifié par l'organisme commanditaire au titulaire qui peut présenter ses observations à l'organisme commanditaire dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les délais contractuels d'exécution seront visés dans les bons de commande adressés à leurs titulaires respectifs.

10.2 Retard imputable au Titulaire

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I., en cas de dépassement de la date visée dans chaque bon de commande fixée d'un commun accord pour la remise d'un livrable, le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités de retard qui seront calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité journalière de retard.

V = le montant (hors TVA) total de la prestation demandée incriminée, y compris dans l'hypothèse où le retard ne concernerait qu'une partie de la commande.

R = le nombre de jours calendaires de retard arrêté par l'émetteur de la commande concernée.

10.3 Application des pénalités pour travail dissimulé

Sur chaque lot, des pénalités peuvent être infligées par l'organisme bénéficiaire au titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 € par manquement.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

10.4 Pénalités en cas de retard dans la transmission des données de l'état statistique semestriel

En cas de retard de transmission de l'état statistique semestriel prévu à l'article 27 du présent C.C.A.P., le titulaire encourt après mise en œuvre du dispositif d'information prévu à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I., une pénalité de 100 euros par jour de retard entamé par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I.

10.5 Méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles

En application de l'article 5.2.3 du C.C.A.G.-P.I., la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 euros pour chaque manquement constaté.

10.6 Retard imputable à l'organisme

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'un des commanditaires, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable sera constaté dans une attestation établie par l'Ordonnateur de l'UCANSS ou de la MSA, laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel et reconnaîtra que le retard lui est imputable ;
- définira la durée de la prolongation du délai contractuel nécessaire.

ARTICLE 11 : AVANCE ET ACOMPTE

11.1 Demande d'avance

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

L'avance est accordée lorsque le montant initial de l'accord-cadre est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant de l'accord-cadre diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 50 %.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

En l'espèce et conformément à l'article R. 2191-16 du Code de la Commande publique, lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, une avance pourra être accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre de règlement partiel définitif ou de solde.

Il doit en tout état de cause être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant T.T.C. des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant ni minimum ni maximum.

11.2. Demande d'acompte

Le régime des acomptes est régi par les dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut présenter tous les trois mois, une demande d'acompte correspondant à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

A cet effet, le titulaire fait parvenir à l'UCANSS ou au Ministère chargé de l'agriculture une demande d'acompte précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre, accompagnée d'une documentation justifiant de l'état d'avancement des prestations (comptes rendus, liste des livrables, validations intermédiaires...).

Le titulaire doit mentionner sur ses demandes d'acompte :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- l'objet de l'accord-cadre ;
- les prestations et les livrables ou partie des livrables concernés par les acomptes ;
- le numéro du bon de commande correspondant.

Les demandes d'acompte sont adressées au Service des Ressources Budgétaires de l'Ucanss et au service (à préciser en cours d'exécution du marché) pour la MSA.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

12.1 Obligations du Titulaire

Le titulaire a la responsabilité d'obtenir le résultat attendu par l'organisme bénéficiaire, en respectant les règles de l'art en vigueur ainsi que toutes les spécifications techniques.

Il doit également donner à l'organisme bénéficiaire une visibilité suffisante sur l'état d'avancement du marché.

Le titulaire s'engage à :

- réaliser les prestations dans les délais prévus par le présent marché ;
- assurer la gestion et le suivi des prestations objet du marché ;
- fournir les livrables attendus dans les délais contractuels prévus ;
- assumer une obligation générale de conseil, d'information, de recommandations et d'alerte envers l'organisme bénéficiaire ;
- se soumettre, ainsi que ses préposés, pendant leur présence dans les locaux de l'organisme bénéficiaire, aux règles de sécurité et d'accès en vigueur dans ses locaux et notamment aux horaires d'ouverture de l'organisme bénéficiaire.

12.2 Obligations de l'organisme bénéficiaire

L'organisme bénéficiaire s'engage à fournir au titulaire les documents, renseignements et informations nécessaires à la compréhension des prestations qu'il doit effectuer.

Il est responsable de la conduite du bon de commande et de la prise de toutes les décisions, tant techniques qu'administratives, susceptibles d'intervenir au cours de son exécution.

L'organisme bénéficiaire confère au titulaire le droit d'accès dans ses locaux, sous réserve du respect des conditions de contrôle et de sécurité en vigueur dans l'établissement et des horaires d'ouverture et de présence applicables à ses agents.

ARTICLE 13 : PROPRIÉTÉ DES LIVRABLES

13.1 Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire cède à l'acheteur, à titre exclusif, l'ensemble des droits patrimoniaux afférents aux résultats produits dans le cadre du présent marché, à savoir notamment les droits de reproduction, représentation, adaptation, traduction, distribution et exploitation, pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur et sur l'ensemble des territoires.

Cette cession comprend :

- Objet : tous les livrables, documents, études, logiciels, codes sources, bases de données, et plus généralement tous les résultats réalisés dans le cadre du marché.
- Durée : pour toute la durée légale de protection des droits.
- Territoire : monde entier.
- Destination : libre utilisation par l'acheteur, sans restriction ni réserve.

Ainsi chaque secrétariat de la liste d'aptitude (UCANSS et Ministère chargé de l'agriculture) est destinataire et propriétaire pour les évaluations les concernant de l'intégralité des résultats des travaux, des réalisations, des documents ainsi que des supports informatiques de toute nature sur lesquels les informations sont stockées, y compris ceux qui restent en dépôt chez le titulaire pour consultation et traitements complémentaires.

Chaque secrétariat de la liste d'aptitude se réserve la possibilité de les exploiter à toutes fins utiles sur quelque support que ce soit.

Conformément à l'article 35 du C.C.A.G.-P.I., par résultats, sont entendus notamment et de façon non limitative :

- l'ensemble des livrables attendus au titre de l'accord-cadre,
- l'ensemble des documents intermédiaires, et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés à l'UCANSS et au Ministère chargé de l'agriculture et quel qu'en soit le mode de transmission.

Le prix de la cession des droits à titre exclusif est compris de façon forfaitaire dans le montant des prestations.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs dont le titulaire s'est assuré la participation demeurent à sa charge exclusive.

13.2 Connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies par l'article 34 du C.C.A.G.-P.I.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise le pouvoir adjudicateur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

13.3 Garanties

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés. Notamment, il garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des résultats cédés et qu'il n'a concédé sur les résultats aucun droit au profit d'un tiers.

En cas de revendication de tiers portant sur les droits de propriété intellectuelle cédés au pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à la faire cesser.

ARTICLE 14 : MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

14.1 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R 2194-7 du Code de la commande publique, le présent accord cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

3° modifier considérablement l'objet du marché ;

4° avoir pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision du pouvoir adjudicateur adressée par mail.

14.2 Objet des clauses de réexamen

Ces clauses de réexamen pourront porter : sur la date de terme estimée du marché, le calendrier d'exécution du marché défini lors de la réunion de lancement, les prestations attendues et livrables associés prévus.

Terme du marché : en cas de retard dans l'exécution des prestations, la date initiale estimée de terme du marché pourra faire l'objet d'une prolongation sans que cela affecte l'équilibre économique du marché.

Les prestations attendues et livrables associés ne pourront être modifiés dans leur objet et dans leurs prix. Seules les dates de notification des bons de commande et de remise des livrables pourront faire l'objet de modifications sans que cela affecte leur bonne réalisation.

Le calendrier de réalisation du marché défini lors de la réunion de lancement pourra être modifié sans que cela affecte la bonne réalisation des prestations.

ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITÉ

Il est fait application de l'article 5.1 du C.C.A.G.-P.I.

En outre, le titulaire s'engage à ne pas utiliser les communications de toute nature concernant l'UCANSS et les secrétariats de la liste d'aptitude (UCANSS et Ministère chargé de l'agriculture) à d'autres fins que celles relatives à l'exécution de l'accord-cadre et à les maintenir confidentielles.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information susceptible de permettre à des tiers de connaître directement ou indirectement le détail des prestations demandées par l'UCANSS.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans limitation de durée après son expiration.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de

toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues à l'accord-cadre.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution de l'accord-cadre ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations de l'accord-cadre ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

ARTICLE 16 : OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde de l'UCANSS concernant l'ensemble des prestations de l'accord-cadre.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulés par écrit dans les documents remis à l'UCANSS lors de l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 17 : SÉCURITÉ DES INFORMATIONS ET PROTECTION DES DONNÉES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit « Règlement général sur la protection des données », ci-après « RGPD » ;
- La Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 susmentionnée ;

17.1 Qualification des responsabilités sur la protection des données

Les Parties reconnaissent que :

- L'Ucanss est le responsable du traitement, au sens de l'article 4,7°) du RGPD ;
- Le titulaire agit en qualité de sous-traitant du responsable du traitement, au sens de l'article 4, 8°) du RGPD.

L'ensemble des données mises à disposition par le responsable du traitement, ainsi que l'ensemble des données qui seraient collectées et enrichies par le sous-traitant, demeure la seule propriété pleine et entière du responsable du traitement.

17.2 Description du traitement de données à caractère personnel

Conformément à l'article 28 relatif au « sous-traitant », alinéa 3, du RGPD, le contrat qui lie le sous-traitant au responsable du traitement définit l'objet, la durée et la finalité du traitement, ainsi que le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées par le traitement de leurs données.

Les finalité(s) du traitement sont aider à l'évaluation des candidats demandant leur inscription sur la liste d'aptitude et qui sont destinés à des fonctions d'agent de direction et de directeur et servir d'aide à la prise de décision aux membres de la commission.

Les opérations de traitement réalisées sur les données à caractère personnel sont décrites à l'article 3 du CCTP (définition des prestations attendues)

Les catégories de personnes concernées par le traitement de leurs données sont les candidats à la liste d'aptitude du régime général et des régimes spéciaux et à la liste d'aptitude du régime agricole.

Les catégories de données sont notamment les données d'identification et les données concernant la vie professionnelle du candidat.

17.3 Responsabilités et obligations des Parties

Les engagements du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement :

Le Sous-traitant s'engage à :

Conformité :

- Traiter les données uniquement dans le cadre des opérations de traitement sous-traitées décrites ci-dessus et pour les seules finalités définie(s) ci-dessus ;
- Traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées du responsable du traitement ;
- Informer immédiatement le responsable du traitement s'il considère qu'une instruction constitue une violation du droit en vigueur relatif à la protection des données à caractère personnel et demander au Responsable de Traitement de retirer, modifier ou confirmer l'instruction en question. Le Sous-Traitant a le droit de suspendre l'exécution de l'instruction en question en attendant la décision du Responsable de Traitement.

Confidentialité :

- Ne divulguer aucune donnée à caractère personnel à un tiers sans l'accord écrit préalable du responsable du traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis ; dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent document contractuel :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

Sécurité :

- Prendre toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 du RGPD relatif à la sécurité du traitement et en adéquation avec la sensibilité des données sous-traitées ;
- Assurer la sécurité des flux de données et à utiliser des outils d'échange sécurisés ;
- Se conformer aux recommandations de l'ANSSI et de la CNIL sur les mesures de sécurité garantissant la confidentialité et l'intégrité des données.
- Garantir au quotidien l'existence et l'effectivité de mesures garantissant la protection et la sécurité des données, par exemple via le chiffrement des données, le chiffrement du canal de transmission lors d'un envoi via un réseau.

Une attention particulière doit être portée lors de la transmission d'un email avec l'obligation de chiffrer les données.

- S'assurer que tous les systèmes, les applications, les services et les produits utilisés dans le cadre des opérations de traitement de données à caractère personnel sont conformes à la réglementation sur la protection des données et intègrent les principes de protection des données dès la conception et par défaut

Aide :

- Aider le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD, à savoir notamment et compte tenu de la nature du traitement et des informations à sa disposition, :
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque,
- Notifier à l'autorité de contrôle une violation de données à caractère personnel,
- Communiquer à la personne concernée une violation de données à caractère personnel,
- Aider le responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du RGPD ;

Audit :

- Mettre à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;

- Informer le responsable du traitement s'il reçoit une plainte, un avis, une communication ou une mise en demeure d'une Autorité de régulation ou de contrôle qui concerne directement ou indirectement le traitement sous-traité ou sa non-conformité à la réglementation sur la protection des données à caractère personnel ;

Réquision judiciaire :

- Notifier le responsable du traitement en cas d'accès aux données ou aux traces informatiques dans le cadre d'une réquisition judiciaire, sauf à ce que cette notification soit interdite par l'autorité judiciaire et signifiée dans l'acte de réquisition ;

Transfert hors UE :

- Informer par écrit le responsable du traitement si une opération du traitement des données (hébergement, transfert, etc.) est réalisée hors de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen et à assurer un niveau de protection des données suffisant et approprié conformément au chapitre V du RGPD et aux préconisations de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) ;
- Si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat-membre auquel il est soumis, à informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

Sous-traitance ultérieure :

- Informer le responsable du traitement de ses éventuels sous-traitants actuels et ultérieurs, en cas de recours à des sous-traitants pour la mise en œuvre des opérations de traitement sous-traitées, et à s'assurer et exiger par document contractuel que ces derniers, ainsi que leurs potentiels sous-traitants, présentent le même niveau de garantie que celui exigé dans le présent document contractuel. Le sous-traitant demeure pleinement responsable devant le responsable du traitement de l'exécution par ses sous-traitants et leurs sous-traitants de leurs obligations ;

Gestion de cookies :

- Appliquer la réglementation en vigueur relative à la gestion des cookies, si la sous-traitance concerne le développement ou l'administration d'un site ou d'une application recourant au dépôt de cookies.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner, selon la gravité des faits, une demande de suspension de traitement des données, une demande de mise en conformité sous un délai notifié par le Responsable du traitement et/ou une demande de résiliation de la relation contractuelle par notification écrite. En cas, de non-mise en conformité dans le délai imparti, le Responsable du traitement se réserve le droit de résilier la relation contractuelle par notification écrite au Sous-Traitant.

Les engagements du responsable du traitement vis-à-vis du sous-traitant :

Au vu des éléments transmis par le sous-traitant, le responsable du traitement reconnaît que celui-ci présente des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles de manière que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse les droits des personnes concernées.

En outre, le responsable du traitement s'engage à documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-Traitant.

Responsabilité des parties :

Les contractants conviennent que leur responsabilité pourra être engagée en cas de préjudice résultant d'une violation de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Le responsable de traitement ne saurait voir sa responsabilité engagée, lorsque le sous-traitant, notamment :

- Agit en dehors de ses engagements contractuels et des instructions licites du responsable du traitement ;
- N'a pas aidé ou n'a pas mis l'ensemble des moyens à sa disposition concourant au respect par le responsable du traitement de ses obligations résultant des articles 32 à 36 du RGPD ;
- N'a pas aidé ou n'a pas mis en place les mesures techniques et organisationnelles concourant au respect par le responsable du traitement de ses obligations résultant du Chapitre III du RGPD.

Avant toute action contentieuse, les Parties chercheront, de bonne foi, à régler à l'amiable leurs différends relatifs à la validité, l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution, l'interruption, la résiliation ou la dénonciation de leurs engagements relatifs à la sous-traitance de données à caractère personnel, ainsi qu'à la cessation partielle ou totale des relations entre les Parties et ce, pour quelques causes et sur quelques fondements que ce soient.

17.4 Droit à l'information des personnes concernées

Il appartient au responsable du traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement, conformément aux articles 12, 13 et 14 du RGPD.

Les solutions fournies par le sous-traitant doivent prévoir l'intégration du droit à l'information des personnes. En fonction du type d'intégration, une délégation pourra être donnée au sous-traitant.

Les mentions d'information sur la protection des données et ses supports de diffusion doivent être dans tous les cas validés par le responsable du traitement.

17.5 Réponse à l'exercice des droits des personnes

Il appartient au responsable du traitement d'assurer la gestion et l'effectivité des droits des personnes concernées, conformément à l'article 12 du RGPD, et pour les droits énumérés aux articles 15 à 23 du RGPD, lorsqu'ils sont applicables.

Le sous-traitant s'engage à aider le responsable du traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées par la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées pour :

- Accuser réception des demandes dont les personnes concernées le saisissent et les informer de la communication de leurs demandes pour instruction et réponse au responsable du traitement, et
- Communiquer ces demandes dans les plus brefs délais, permettant ainsi de respecter le délai légal de réponse d'un mois, au DPO de l'UCANSS, dpo@ucanss.fr.

17.6 Notification et communication des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable du traitement toute violation de données à caractère personnel réelle ou potentielle, accidentelle ou non dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, en l'adressant DPO de l'UCANSS : dpo@ucanss.fr et au service marché de l'UCANSS.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable du traitement, de déterminer s'il est nécessaire d'une part, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et d'autre part, de la communiquer aux personnes concernées.

La description de la violation de données à caractère personnel comprend notamment la nature de la violation, les catégories de personnes concernées, le nombre approximatif de personnes concernées par la violation, la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel et les mesures prises pour y remédier.

Le sous-traitant prend toutes les mesures nécessaires pour remédier à la violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Les Parties restent joignables directement jusqu'à la résolution de la violation de données.

17.7 Gestion de la durée de conservation des données à caractère personnel

Dans le cadre de la réalisation de ses prestations, si le sous-traitant est amené à stocker des données à caractère personnel, il s'engage à appliquer les modalités de conservation (archivage courant et intermédiaire, anonymisation ou purge) et les durées de conservation et d'accès déterminées par le responsable du traitement. A défaut d'instruction du responsable du traitement, la durée de conservation des données est la durée du contrat.

Au terme de la durée de conservation définie par le responsable du traitement ou, par défaut de la sous-traitance, le sous-traitant s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel, y compris les éventuelles copies et sauvegardes, sauf s'il y a une clause de réversibilité, les données seront alors restituées dans un format exploitable au responsable du traitement ou à un tiers désigné par celui-ci. Le renvoi, le cas échéant, doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant.

Une fois détruites, le sous-traitant doit pouvoir justifier, par écrit signé par son représentant légal, de la destruction des données.

La durée de conservation des données traitées par le sous-traitant est le temps du marché.

ARTICLE 18 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Si le titulaire envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre il devra en faire la demande au Directeur de l'UCANSS conformément aux dispositions des articles R. 2193-4 et suivants du Code de la commande publique.

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Directeur de l'UCANSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de l'UCANSS.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'UCANSS au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'UCANSS au Service des Ressources Budgétaires accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'UCANSS.

En cas d'accord, le titulaire de l'accord-cadre joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse au Pouvoir Adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'UCANSS procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'UCANSS de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'UCANSS de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'UCANSS informe le titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 19 : RÉGULARITÉ DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE - DISPOSITIF DE VIGILANCE

En vertu des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au candidat retenu, de remettre au pouvoir adjudicateur tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- une déclaration sur l'honneur indiquant que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 1^{er} et aux 1^{er} et 3^{er} de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique ;

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes contributions ou cotisations sociales exigibles.

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement ;

- lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait d'un registre pertinent (extrait K ; K bis ; D1) ;

- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Si le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

- le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R.1263-12 et D. 8222-7.

- la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du Travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le candidat devra joindre une traduction française de ces documents.

A défaut de remise de ces documents tous les six mois, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 20 : ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

20.1 Assurance

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée de chaque accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir. Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

20.2 Responsabilité

Les dommages de toute nature causés au personnel et aux biens des organismes bénéficiaires par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Il garantit les organismes bénéficiaires contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Les dommages causés au personnel ou aux biens du titulaire par les organismes bénéficiaires du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge des organismes bénéficiaires.

ARTICLE 21 : RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I.

En cas de cessation des relations contractuelles pour quelque cause que ce soit, le titulaire restitue à l'UCANSS, dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de cessation, l'ensemble des éléments qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

La restitution s'effectue par la mise à disposition des éléments notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lors de la restitution, les parties s'engagent à signer un procès-verbal de restitution.

ARTICLE 22 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera selon les dispositions prévues aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R 2191-60 et R 2191-61 du Code de la Commande publique est le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité.

ARTICLE 23 : LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de Procédure Civile.

Si les parties décident de ne pas recourir à l'arbitrage, les tribunaux judiciaires seront seuls compétents.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution de l'accord-cadre est le Tribunal judiciaire de Paris.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 24 : DROIT ET LANGUE

La loi française est seul applicable au présent accord-cadre.

Tous les rapports, documentations, correspondances et notifications de toute natures relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en français et sous format électronique

ARTICLE 25 : PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier aux titulaires des accords-cadres, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre de la présente consultation dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 26 – DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

En cas de déplacement professionnel, il sera attendu du titulaire une organisation et une optimisation des modes de transport.

Le titulaire doit favoriser les déplacements en transport en commun, notamment en train.

Les déplacements en avion doivent être exceptionnels.

En cas d'échanges avec les bénéficiaires, le titulaire doit privilégier les solutions dématérialisées (courriel, vidéoconférence, audioconférence).

En cas de demande de livrable sous forme matérielle, le titulaire doit privilégier des supports respectueux de l'environnement.

Il pourra être demandé des éléments de preuve pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Enfin, le titulaire doit également prévoir une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés.

ARTICLE 27 : STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

Par le biais de l'appliquatif ACDF, le titulaire transmet sous format dématérialisé (tableur) à l'UCANSS, des tableaux statistiques, après chaque fin de semestre de toutes les données liées à la facturation par organisme au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre devra ainsi déposer sur l'appliquatif ACDF à minima 2 fois par année d'exécution de l'accord-cadre concerné, les données facturées sur le fichier qui sera téléchargeable sur ce même outil et présenté en annexe du C.C.A.P.

En effet, dans le cadre du suivi de l'accord-cadre, un recensement des données achats sera réalisé 2 fois par an :

- 1ère demande : données du 1er semestre (1er janvier au 30 juin) ;
- 2ème demande : données annuelles (1er janvier au 31 décembre).

Données précises : chiffres d'affaires annuel (à l'anniversaire, avant COPIL ou année civile) par branche, organisme, par type de prestations.

Ces demandes sont précisées sur l'applicatif ACDF dès que la période intéressée est échue à savoir :

- Vers la mi-août pour le 1er semestre ;
- Vers la fin janvier pour les données annuelles (réponse à apporter après arrêté des comptes).

Support : il s'agit d'un Fichier Excel au format XLSM avec macros à compléter ; un fichier par marché et un onglet par lot. Ce fichier est à télécharger et à déposer sur l'applicatif ACDF.

Un lien d'accès ainsi que des identifiants seront adressés dès notification de l'accord-cadre avec une vidéo de présentation de l'outil pour une meilleure prise en mains.

Ce fichier doit être renseigné dans le respect des macros installées avant d'être déposé sur l'applicatif ACDF. Si le fichier est dûment complété son statut sera « validé » s'il y a des éléments manquants son statut sera à l'état « brouillon ». Dans ce dernier cas, le titulaire aura des informations sur les données manquantes ou erronées afin de pouvoir le compléter.

Un suivi d'accord-cadre (comité de pilotage) sera mis en place avec le titulaire afin de dresser un bilan tous les semestres sur le fonctionnement général de l'accord-cadre.

Des statistiques spécifiques peuvent aussi être demandées par l'UCANSS à tout moment, et dans ce cas, les parties conviennent du délai pour les réaliser qui n'excèdera pas 3 semaines à compter de la date de la demande.

ARTICLE 28 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-P.I.

Les dérogations au C.C.A.G.-PI sont les suivantes :

Article du C.C.A.P.	Dérogation au C.C.A.G.-P.I.	Objet de la dérogation
Article 4	Article 4	Ordre des pièces contractuelles
Article 6-1	Articles 28.2, 29.2.1	Opérations de vérifications et de réception des prestations
Article 10	Article 14.1.1	Pénalités pour retard
Article 13	Article 25	Régime des droits de propriété intellectuelle - Droits cédés
Article 17	Article 5	Confidentialité -sécurité des données

Article 23	Article 43	Tribunaux judiciaires compétents
------------	------------	-------------------------------------